

La région Alsace, une nécessité économique

Par Jean-Philippe Atzenhoffer

Il faut oublier les régions historiques, pas nos identités. Jean Rottner (DNA 28 février 2018).

L'Alsace restera toujours l'Alsace ! Voilà des propos tenus très souvent par ceux qui ne s'inquiètent pas de la suppression de la Région Alsace. Son intégration dans le Grand Est ne changerait rien à l'identité alsacienne. Après tout, la région Alsace en tant que collectivité est une invention relativement récente, sa disparition aujourd'hui n'empêcherait donc en rien de se sentir Alsacien, d'exprimer sa culture et son identité, n'est-ce pas ?

En affirmant que la dilution de la collectivité Alsace dans le Grand Est n'affecte pas l'identité et la culture, on fait l'hypothèse que les institutions n'ont pas d'incidence sur ces facteurs. Le problème, c'est que cette hypothèse est formellement démentie par les travaux académiques récents.

Interactions entre la culture et les institutions

En 2015, Alberto Alesina, économiste à Harvard, a compilé des centaines d'études scientifiques afin d'étudier les relations entre la culture et les institutions. Ces travaux montrent que la culture et les valeurs qu'elle véhicule a un impact sur les institutions et leur fonctionnement. Mais en retour, les institutions ont également un impact sur la culture et les valeurs partagées par les individus.

Par exemple, les Allemands de l'Est ayant vécu sous le régime communiste ont développé une préférence plus marquée pour l'intervention de l'Etat dans l'économie que ceux de l'Ouest. Cette différence s'estompe depuis la réunification, et devrait prendre fin dans une ou deux générations. Quant à l'Alsace, son identité s'est forgée par le ballottage entre les institutions françaises et allemandes. Si l'Alsace était restée allemande et avait le statut d'un Land allemand, sa culture ne serait évidemment pas celle que nous connaissons aujourd'hui.

En résumé, il existe une double interaction entre la culture et les institutions. Les deux co-évoluent ensemble et s'influencent réciproquement. C'est pour cela que la disparition de la Région Alsace peut être préjudiciable pour la culture alsacienne, par ailleurs déjà menacée par le déclin dramatique de la langue régionale. Le risque est d'autant plus élevé pour l'Alsace que la constitution de son identité s'est réalisée à travers les institutions comme le Conseil Souverain d'Alsace (Louis XIV), ou bien le Reichsland après 1870.

L'importance de la démocratie

Par ailleurs, un autre problème vient de la nature fondamentalement différente entre la région Alsace et la région Grand Est. L'Alsace est le fruit d'une histoire longue, qui a forgé une culture spécifique et une identité spécifique. Ce mélange de cultures française et allemande a créé un sentiment d'appartenance très fort dans le cœur de ses habitants. La région Alsace en tant que collectivité avait donc la particularité d'être associée à l'âme de l'Alsace, de représenter la volonté de partager et de construire un avenir commun.

La région Grand Est est d'une tout autre nature. Elle est le fruit d'un découpage réalisé au gré de considérations politiques, auquel ni les élus, ni les citoyens concernés n'ont été associés. En ce sens, il s'agit d'une création imposée de manière exogène, qui ne tient pas compte des aspirations démocratiques des habitants.

Or, la recherche en économie montre que les institutions qui sont choisies démocratiquement par les individus favorisent la coopération avec les politiques menées. Au contraire, lorsque les institutions sont imposées de manière exogène, le niveau de coopération chute et la défiance s'installe. Cette idée a été confirmée par une expérimentation des chercheurs Dal Bò, Foster et Putterman. Dans un article publié en 2010 dans une célèbre revue scientifique (*American Economic Review*), ils montrent que les individus qui participent démocratiquement aux choix des institutions adoptent un comportement bien plus coopératif avec les politiques mises en place. En revanche, lorsque les politiques sont perçues comme étant imposées de l'extérieur, la coopération s'effrite et les politiques – pourtant identiques – sont nettement moins efficaces.

Quelle que soit la pertinence de la politique menée, on sait donc que la condition démocratique est déterminante pour son succès. Le problème, c'est que le Grand Est ne répond absolument pas à cette condition. Cette région a été imposée aux habitants sans consultation des citoyens et des élus régionaux censés les représenter. Malheureusement, ce péché originel constitue une lourde erreur, qui affectera négativement l'efficacité des politiques régionales (y compris celles qui seraient pourtant pertinentes).

Reconnaître les aspirations des Alsaciens

Les régions historiques constituent un atout et une richesse pour la France. Il ne faut donc pas les oublier, mais au contraire les valoriser. Les cultures régionales et le respect de la démocratie sont des facteurs positifs de développement économique. Au lieu de heurter les identités régionales avec des grandes régions imposées d'en haut, il vaut mieux les valoriser en reconnaissant les aspirations légitimes des citoyens.

En Alsace, les sondages montrent qu'il existe une très forte attente sur la renaissance institutionnelle de la région historique. Le dernier en date, réalisé par l'IFOP en février 2018, montre aussi qu'une immense majorité (95%) des Alsaciens souhaite que la nouvelle collectivité Alsace soit dotée de la compétence économique. Cela montre que le développement économique est une préoccupation majeure des citoyens.

L'aspiration au retour institutionnel de l'Alsace doit être impérativement entendue, car ce n'est pas sur le déni de démocratie que l'on favorise le développement économique. Au contraire, c'est par la création d'une nouvelle région Alsace, à laquelle les citoyens doivent être associés, qu'on renouera avec la confiance. Or, la confiance est indispensable à l'activité économique et aux échanges. Des travaux de recherche menés en France et dans de nombreux pays montrent qu'il s'agit d'un facteur déterminant pour le développement économique.

Il est donc nécessaire de sortir à terme du Grand Est qui - par la nature même de sa création - est générateur de défiance. Mais pour ne pas répéter l'erreur de cette réforme absurde imposée en 2015, il faut associer les Alsaciens au projet de nouvelle collectivité, afin que celle-ci soit réellement créatrice de confiance, et puisse favoriser le développement économique.